

Dossier de presse

MANIFESTATION ROMANDE
Samedi 1er avril à 15h place Bel-Air, Lausanne

STOP DUBLIN CROATIE!

**La Croatie commet des violences et des actes de torture envers les migrant-exs et la Suisse
les y renvoie.**

Arrêt immédiat de toutes les expulsions vers la Croatie!

CONTACTS PRESSE:

Megane Lederrey, 078 909 46 98, megane.lederrey@protonmail.ch

Graziella De Coulon, 079 679 78 80

Communiqué de presse	1
Appel à manifester	4
Signataires de l'Appel	5
Lettres adressées aux autorités	6
Liens utiles et informations sur le sujet	9
Témoignages de personnes concernées	10

Communiqué de presse

MANIFESTATION ROMANDE, Samedi 01.04.23 à 15h pl Bel-Air, Lausanne

STOP DUBLIN CROATIE!

Revendications

NOUS EXIGEONS:

- QUE LE SEM SUSPENDE IMMÉDIATEMENT TOUS LES RENVOIS VERS LA CROATIE
- QUE LES AUTORITÉS CANTONALES RENONCENT À EXÉCUTER LES RENVOIS

Appel à manifester

La campagne Stop Dublin Croatie lance un appel à manifester contre les expulsions à destination de la Croatie, appel signé par un grand nombre d'organisations et d'associations actives dans le domaine du droit d'asile et des droits humains en Suisse romande et au-delà. (cf. page 4 : *Appel à manifester*)

Les signatures vont encore se poursuivre dans les jours à venir, la liste à jour sera consultable en ligne: [Appel signé](#)

Des lettres interpellant Madame Elisabeth Baume-Schneider, Conseillère fédérale en charge du DFJP, et Madame Christine Schraner Burgener, secrétaire d'État aux migrations, leur ont été adressées ce jour. Une lettre a également été adressée à Madame Isabelle Moret, conseillère d'État vaudoise. (cf. page 6 : *Lettres aux autorités*)

D'autres lettres aux responsables cantonaux suivront, visible en ligne: [Lettres aux autorités](#)

La situation

Les témoignages des personnes dont les empreintes digitales ont été prises en Croatie décrivent tous des violences policières atroces, de tout ordre: physiques, psychologiques, racistes et sexuelles. Elles ont subi des conditions de détention inhumaines, sans lumière, sans sanitaires ou sans eau potable. Les personnes concernées décrivent également l'absence d'accès aux soins médicaux et les conditions inhumaines dans les camps : nourriture insuffisante, logements vétustes et insalubres, non-chauffés. Pour elleux, l'accès à la justice est inexistant. Engager des plaintes pour les violations subies auprès des autorités qui en sont à l'origine est pratiquement impossible. [La Croatie été condamnée](#) en janvier par la Cour européenne des droits de l'Homme (CourEDH) pour atteinte à la vie.

Les personnes menacées de renvoi Dublin vers Croatie vivent toutes dans la peur et sont gravement traumatisées des violences policières et traitements inhumains infligés. Elles ont besoin de soins et de sécurité après les horreurs vécues si proche de chez nous. Revivre d'autres arrestations par la police constitue dès lors un traitement insoutenable et immoral.

L'arrêt des renvois est possible!

La « clause de souveraineté » du [Règlement Dublin III](#) permet à la Suisse de renoncer aux expulsions vers le premier État Schengen par lequel la personne a transité. Il est possible de traiter les demandes d'asile directement au vu de raisons humanitaires, telles que l'état de santé, la présence de membres de la famille en Suisse ou des conditions d'accueil insatisfaisantes dans le pays responsable des demandes.

Au cours des dernières années, les renvois Dublin ont été « gelés » pour des périodes plus ou moins longues à destination de l'Italie ou de la Grèce, pays pour lequel c'est toujours le cas. En 2021 et 2022, le Tribunal administratif fédéral (TAF) avait condamné à plusieurs reprises le SEM pour des décisions de renvoi vers la Croatie, autorisant les personnes à rester en Suisse pour leur procédure d'asile. À l'heure actuelle le TAF a modifié sa pratique et rend des décisions qui permettent les expulsions vers la Croatie et ce, bien qu'il confirme, dans ces mêmes décisions, l'existence des violences policières.

Mobilisation de la société civile, actions des milieux de la santé et actions juridiques

La campagne #StopDublinCroatie a débuté en octobre 2022 avec de nombreuses actions jusqu'à aujourd'hui. Le 14 décembre 2022, **une [pétition avec 6534 signatures](#)** demandant l'arrêt des renvois Dublin vers la Croatie est remise au SEM et une lettre ouverte (voir [ici](#)).

Toujours plus d'organisations demandent aux autorités d'arrêter les renvois vers la Croatie, dont l'[OSAR](#) et [Amnesty International](#). Les politicien-nes [Mattea Meyer, Conseillère nationale PS \(ZH\) et coprésidente du PS Suisse et Balthasar Glättli, Conseiller national les Vert-es \(ZH\) et président des Vert-es Suisse](#), se positionnent également contre les renvois Dublin vers la Croatie.

Au niveau cantonal, des démarches politiques ont également été réalisées. Dans le canton de Vaud, une [lettre ouverte signée par 52 député-es vaudois-es](#) a été adressée à Mme la Conseillère d'État Isabelle Moret. Dans le canton de Berne, une [motion](#) a été déposée.

[Les milieux de la santé du canton de Vaud](#) ont mis en place un monitoring des situations de personnes traumatisées qui décrivent violences et tortures vécues en Croatie, et reçoivent des décisions d'expulsion malgré tout.

Actuellement [une dizaine de plaintes](#) ont été déposées contre la Suisse pour des décisions d'expulsion vers la Croatie auprès d'organismes de surveillance onusiens. Ces organismes ont à chaque fois donné les mesures provisoires et obligé la Suisse à suspendre les renvois en attendant leur décision – Comité des droits de l'enfant (CDE), Comité contre la torture (CAT) et Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Récents renvois marquants

- 16.02.23: Une famille avec trois jeunes enfants renvoyé-es sous la contrainte par vol spécial vers la Croatie avec des moyens démesurés. Plus d'info: [Migrant Solidarity Network](#) et [SRF](#)

- 15.03.23: Renvoi forcé par vol spécial pour une personne habitant dans le canton de Vaud. Plus d'info: [Asile.ch](#) , [Migrant Solidarity Network](#), [Droit de rester Lausanne](#)
- 23.03.23: La police veut arrêter une personne au foyer EVAM à Crissier (VD). L'homme tente alors de se défenestrer par peur du renvoi. L'opération de renvoi aurait été une "erreur" selon la police. Plus d'info: [Le Courrier](#) et instagram Droit de rester Lausanne

**Manifestation organisée par la Campagne Stop Dublin Croatie
#StopDublinCroatie**

Appel à manifester

MANIFESTATION ROMANDE: STOP DUBLIN CROATIE! Samedi 1er avril à 15h place Bel-Air, Lausanne

La Croatie commet des violences et des actes de torture envers les migrant-exs et la Suisse les y renvoie. Arrêt immédiat de toutes les expulsions vers la Croatie!

Les témoignages des personnes dont les empreintes digitales ont été prises en Croatie décrivent tous des violences policières atroces, de tout ordre: physiques, psychologiques, racistes et sexuelles. Elles ont subi des conditions de détention inhumaines, sans lumière, sans sanitaires ou sans eau potable. Les personnes concernées décrivent également l'absence d'accès aux soins médicaux et les conditions inhumaines dans les camps : nourriture insuffisante, logements vétustes et insalubres, non-chauffés. Pour elleux, l'accès à la justice est inexistant. Engager des plaintes pour les violations subies auprès des autorités qui en sont à l'origine est pratiquement impossible.

Alors que les accords de Dublin prévoient expressément une clause qui permet à un État de renoncer au renvoi des personnes vers un autre pays de Schengen, la Suisse maintient son refus d'examiner la demande d'asile des personnes passées par la Croatie. Elle rend des décisions d'expulsion. Les cantons procèdent ensuite violemment aux renvois, plutôt que de renoncer et de faire preuve de moralité.

Des mobilisations et des dénonciations ont eu lieu depuis l'automne dernier, à tous les niveaux politiques, juridiques et médicaux. Et alors ? Rien ne se passe et tout le monde est complice de la violence extrême infligée à nouveau à ces personnes : les autorités fédérales (SEM) qui rendent les décisions, le tribunal (TAF) qui les confirme et les cantons qui exécutent les renvois. Tous se renvoient la balle. Personne ne prend ses responsabilités afin de garantir protection contre les violences et les exactions. Ça suffit !

MANIFESTONS NOTRE COLÈRE : STOP DUBLIN CROATIE MAINTENANT!

La Cour européenne des droits humains a condamné la Croatie pour violation du droit à la vie des personnes migrantes. Une dizaine de plaintes a été déposée contre la Suisse auprès d'organismes de surveillance onusiens pour des décisions d'expulsion vers la Croatie. L'OSAR, Amnesty International et SOSF ont dénoncé ces expulsions, de même que les président-exs des Verts et du PS Suisse. Les renvois pourraient être gelés, et ledit Règlement Dublin prévoit une clause de souveraineté à cet effet.

Le 23 mars, la police a tenté d'arrêter une personne à Crissier (VD) en vue de son renvoi en Croatie. Le drame d'un nouveau suicide a été évité de justesse. Le 15 mars, un requérant d'asile a été renvoyé du canton de Vaud par vol spécial vers la Croatie. Au cours des derniers mois, au moins deux autres familles y ont été expulsées depuis la Suisse par des vols spéciaux et sous la contrainte. Des violences d'État infligées par la Suisse tant à des adultes qu'à des enfants, avec des coûts financiers absurdes mais, et surtout, des coûts humains désastreux et irréversibles.

Demander l'asile en Suisse n'est pas un crime, et fuir des actes de torture et des violences policières infâmes en Croatie non plus. Malheureusement, les violences commises en Suisse pour effectuer des renvois inhumains ne s'arrêtent pas à ces exemples de vols spéciaux. Toutes les décisions de renvoi Dublin sont inacceptables. Les renvois Dublin vers la Croatie sont criminels !

Campagne #StopDublinCroatie

Signataires de l'Appel

Droit de rester Neuchâtel, Droit de rester Fribourg, Droit de rester Lausanne
Solidarité Tattes
Migrant Solidarity Network (MSN)
Solinetzn Luzern
Coordination asile Genève
Ligue Suisse des droits de l'homme Genève (LSDH Genève)
elisa-asile
Rainbow Spot
Coordination contre les renvois Vaud
Allianz gegen Racial Profiling Switzerland
Action Antifasciste Lausanne
Solidarité sans frontières (SOSF)
l'AMAR, Collectif Sud Global
Kiboko
Pangea Kolektif
Association Sleep-in
Grève féministe Vaud
AGORA (Aumônerie Genevoise Oecuménique auprès des Requérants d'Asile et des Réfugiés)
Autonome Schule Zürich

Lettres adressées aux autorités

À l'attention de
Mme la Secrétaire d'État aux migrations
Christine Schraner Burgener

Lausanne, le 27 mars 2023

Arrêt immédiat de tous les renvois NEM Dublin à destination de la Croatie et application de de la clause de souveraineté

Madame la secrétaire d'État aux migrations,

La société civile vous a déjà fait part de ses inquiétudes et de sa désapprobation quant aux décisions de renvois NEM Dublin vers la Croatie. La situation sur place et les violences systématiques exercées envers les réfugié-es par les forces de police croate ainsi que les conditions pour les migrant-es en Croatie sont contraires aux droits humains. Elles ont besoin de soins et de sécurité après les horreurs vécues si proche de chez nous.

En dépit de nombreuses alertes émises par diverses associations de défense des droits humains et du droit d'asile, votre persistance à exécuter les renvois est inadmissible et inacceptable d'un État de droit. Le respect de la Convention européenne des droits humains vous incombe. Une dizaine de procédures supranationales contre la Suisse sont en cours et ont toutes reçues les mesures provisoires, car vos décision de renvois violent la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Les politicien-nes Mattea Meyer, Conseillère nationale PS (ZH) et coprésidente du PS Suisse et Balthasar Glättli, Conseiller national les Vert-es (ZH) et président des Vert-es Suisse, se positionnent également contre les renvois Dublin vers la Croatie. De même qu'Amnesty International et l'OSAR pour n'en citer que deux. Les milieux de la santé se disent préoccupés. Que faut-il de plus?

Samedi 1er avril à Lausanne, nous serons dans la rue pour exprimer notre colère face à vos pratiques et exiger que des mesures soient prises immédiatement. En pièce jointe, notre appel, signé par nombre d'organisations de la société civile de la Suisse entière.

Il est grand temps que le SEM prenne ses responsabilités. Vos agissements et votre absence de réaction face à la situation en Croatie vous rendent coupable de collaborer à des actes de tortures et des violences physiques, psychologiques, racistes et sexuelles et autres traitements inhumains et dégradants, commis en Croatie à l'égard des personnes qui demandent l'asile. Il est immoral de ne pas examiner leur demande d'asile et leur donner protection. La position actuelle de la Confédération est inhumaine. Il est de votre ressort d'agir ! Geler les renvois est un acte responsable, humanitaire et constitutionnel qui vous incombe.

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande, nous vous adressons, Madame la secrétaire d'État aux migrations, nos meilleures salutations.

La campagne Stop Dublin Croatie

La campagne Stop Dublin Croatie

À l'attention de
Mme la Conseillère fédérale
Elisabeth Baume-Schneider

Lausanne, le 27 mars 2023

Arrêt immédiat de tous les renvois NEM Dublin à destination de la Croatie et application de de la clause de souveraineté

Madame la Conseillère fédérale,

La société civile vous a déjà fait part de ses inquiétudes et de sa désapprobation quant aux décisions de renvois NEM Dublin vers la Croatie. La situation sur place et les violences systématiques exercées envers les réfugié-es par les forces de police croate ainsi que les conditions pour les migrant-es en Croatie sont contraires aux droits humains. Elles ont besoin de soins et de sécurité après les horreurs vécues si proche de chez nous.

En dépit de nombreuses alertes émises par diverses associations de défense des droits humains et du droit d'asile, votre persistance à exécuter les renvois est inadmissible et inacceptable d'un État de droit. Le respect de la Convention européenne des droits humains vous incombe. Une dizaine de procédures supranationale contre la Suisse sont en cours et ont toutes reçues les mesures provisoires, car vos décision de renvois violent la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Les politicien-nes Mattea Meyer, Conseillère nationale PS (ZH) et coprésidente du PS Suisse et Balthasar Glättli, Conseiller national les Vert-es (ZH) et président des Vert-es Suisse, se positionnent également contre les renvois Dublin vers la Croatie. De même qu'Amnesty International et l'OSAR pour n'en citer que deux. Les milieux de la santé se disent préoccupés. Que faut-il de plus?

Samedi 1er avril à Lausanne, nous serons dans la rue pour exprimer notre colère face à vos pratiques et exiger que des mesures soient prises immédiatement. En pièce jointe, notre appel, signé par nombre d'organisations de la société civile de la Suisse entière.

Il est grand temps que le SEM prenne ses responsabilités. Vos agissements et votre absence de réaction face à la situation en Croatie vous rendent coupable de collaborer à des actes de tortures et des violences physiques, psychologiques, racistes et sexuelles et autres traitements inhumains et dégradants, commis en Croatie à l'égard des personnes qui demandent l'asile. Il est immoral de ne pas examiner leur demande d'asile et leur donner protection. La position actuelle de la Confédération est inhumaine. Il est de votre ressort d'agir ! Geler les renvois est un acte responsable, humanitaire et constitutionnel qui vous incombe.

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande, nous vous adressons, Madame la Conseillère fédérale, nos meilleures salutations.

La campagne Stop Dublin Croatie

À l'attention de
Madame la Conseillère d'État
Isabelle Moret

Lausanne, le 27 mars 2023

Madame la Conseillère d'État,

Par la présente, nous demandons l'arrêt immédiat de tous les renvois à destination de la Croatie.

Si nous saluons vos efforts de négociation avec Berne, cela n'est pas suffisant et il ne s'agit pas de s'arrêter en si bonne voie. Il est du ressort du canton d'effectuer ou non les renvois et donc de votre ressort de décider de les suspendre.

Le respect de la Convention européenne des droits humains incombe à l'État sans distinction d'instance, ainsi le canton ne peut se prévaloir d'effectuer des renvois qui violent les traités internationaux. Une dizaine de procédures supranationales contre la Suisse sont en cours auprès du Comité contre la torture (CAT), du Comité des droits de l'enfant (CDE) et du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Le canton se doit de prendre ses responsabilités, en tant qu'État de droit, et ne peut se permettre d'effectuer des renvois forcés qui violent l'ensemble de ces quatre traités supranationaux.

Vos agissements et votre absence de réaction vous rendent coupable, Madame la Conseillère d'État, de collaborer à des actes de tortures et des violences physiques, psychologiques, racistes et sexuelles et autres traitements inhumains et dégradants, commis en Croatie à l'égard des personnes qui demandent l'asile.

Les coûts humains des renvois vers la Croatie sont indéniables. Une personne a manqué de se défenestrer la semaine dernière à Crissier. Les personnes menacées de renvoi Dublin vers Croatie vivent toutes dans la peur et sont gravement traumatisées des violences policières et traitements inhumains infligés. Elles ont besoin de soins et de sécurité après les horreurs vécues si proche de chez nous. Revivre d'autres arrestations par la police constitue dès lors un traitement insoutenable. Il faut que cela cesse. Quand bien même vos calculs ne s'attardent qu'aux coûts financiers, le prix d'une opération de sauvetage telle que celle du 23 mars, ou d'un vol spécial tel que celui du 15 mars, sont largement supérieurs à une amende de la Confédération. Ainsi comment justifier de poursuivre les renvois ?

Nous exigeons, Madame la Conseillère d'État, la suspension immédiate de tous les renvois à destination de la Croatie. En février dernier, une lettre ouverte avec la même revendication vous a été remise, signée par 52 député-es. Souligner l'absence de marge de manœuvre et restituer la position actuelle, inhumaine et inflexible de la Confédération n'est pas suffisant. Il est de votre ressort d'agir ! Geler les renvois est un acte moral, responsable et humanitaire qui vous incombe.

Samedi 1er avril, nous serons dans la rue pour exprimer notre colère face à vos pratiques et exiger que des mesures soient prises immédiatement. En pièce jointe, notre appel, signé par nombre d'organisations de la société civile.

En espérant que vous accueillerez notre demande de manière favorable, nous vous adressons, Madame la Conseillère d'État, nos meilleures salutations,

La Coordination Asile Vaud et la Campagne Stop Dublin Croatie

Liens utiles et informations sur le sujet

#STOPDUBLINCROATIE :

Campagne débutée en octobre 2022.

- [Dossier de presse](#)
- [Procédures d'asile bâclées: Le SEM n'instruit pas l'état de santé avant de prononcer des renvois](#), Communiqué de presse #StopDublinCroatie, 08.11.2022
- [Pétition](#) avec 6534 signature remise au SEM, pour plus d'info sur la remise lire [ici](#) et [ici](#)

[Amnesty International](#) : "Les personnes fragilisées doivent pouvoir rester en Suisse"

[OSAR](#): "Violences policières en Croatie et en Bulgarie: l'OSAR demande de renoncer aux transferts vers ces deux pays"

Solidarité sans frontières (SOSF) :

- ["Les renvois vers la Croatie doivent immédiatement cesser"](#)
- [Schraner Burgener: diplomatiquement navrant](#)

Freiplatzaktion Zürich: [Dublin Croatie – Cimenter une pratique inhumaine](#)

[Mattea Meyer, Conseillère nationale PS \(ZH\) et coprésidente du PS Suisse](#)

[Balthasar Glättli, Conseiller national les Vert-es \(ZH\) et président des Vert-es Suisse.](#)

"Mattea Meyer et Balthasar Glättli se positionnent contre les renvois Dublin vers la Croatie"

[Médecins et professionnel·les de la santé dans le canton de Vaud](#) voir :

Le Courrier : « Nouveau vol spécial pour Zagreb : Les critiques des renvois Dublin vers la Croatie fusent. Isabelle Moret a alerté Berne sans succès, indique-t-elle dans une réponse à l'inquiétude exprimée par des député·es. »

[Vidéo de témoignage d'un viol par la police Croate](#), Le Temps.

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE romand) :

- ["À sa sortie de l'hôpital, elle est renvoyée avec ses enfants par vol spécial en Croatie".](#)
- ["Renvois Dublin vers la Croatie: la justice supranationale est saisie"](#)

ASILE.CH :

- [#StopDublinCroatie | Nouvelle expulsion. Politicien·nes, ONG et société civile disent « stop », 16.03.23](#)
- [OSAR | Croatie: analyse juridique critique sur la pratique actuelle de la Suisse](#), 13.03.23
- [#Stop Dublin Croatie | Manifestation nationale & témoignages](#), 30.01.23
- [CEDH | La Croatie reconnue coupable de violation du droit à la vie](#), 23.01.23
- [Décisions Dublin Croatie. Des renvois impensables](#), 18.01.23

Témoignages de personnes concernées

Voir dossier de presse complet du 18.10.2022 pages suivantes. Toujours d'actualité, les témoignages de violences et mauvais traitement de personnes arrivées tout récemment corroborent en tout point ceux d'octobre dernier.

Des personnes concernées seront également présentes lors de la manifestation du samedi 1er avril.